

Le scandale prend de l'ampleur

VISAS HUMANITAIRES Francken a été averti par deux fois de suspicions de fraudes

- Plus de 600 dossiers douteux et sept intermédiaires suspects.
- Maggie De Block a lancé une enquête interne en plus de l'enquête judiciaire.
- L'opposition appelle à des auditions pour faire le point sur l'ampleur du problème.

Jusqu'où ira le scandale ? Depuis le reportage de l'émission d'investigation « Pano », sur la VRT, l'affaire des visas humanitaires fait boule de neige.

Après l'arrestation du conseiller communal N-VA de Malines, Melikan Kucam, suspecté de trafic d'êtres humains, organisation criminelle, corruption passive et extorsion, le dossier s'épaissit : l'ex-secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Theo Francken (N-VA), aurait entendu parler de suspicions de fraude dès la mi-octobre. Une déclaration qui donnerait raison à plusieurs groupes politiques qui souhaitent voir l'ancien secrétaire d'Etat être entendu par la commission Intérieur de la Chambre. Si certains s'interrogent sur l'étrangeté de l'audition d'un parlementaire par ses pairs en pleine enquête judiciaire en cours, les députés se disant fa-

vorables à une telle pratique sont de plus en plus nombreux. Après une première idée émise par le député CDH Georges Dalle-magne, le député Wouter De

Vriendt (Groen) souhaite également que Theo Francken soit entendu dès la semaine prochaine vu la gravité des faits reprochés.

Dans la foulée, le CD&V le demande, l'Open VLD et le MR ne l'excluent pas. Le groupe PS à la Chambre s'associe aussi clairement à cette idée. « Si Theo Francken a bien entendu parler de rumeurs de fraudes depuis la mi-octobre, sa responsabilité politique est engagée, explique Ahmed Laaouej, chef de groupe socialiste. La première chose à faire aurait été de demander qu'une enquête soit diligentée pour y voir plus clair. Chose qu'il n'a manifestement pas faite. »

« Avec une audition de l'ex-secrétaire d'Etat, l'objectif est de découvrir l'ampleur du problème, renchérit Monica De Coninck, députée fédérale SPA. Je ne sais pas si cela peut s'aggraver, mais c'est déjà un scandale. Un scandale qui risque de rendre encore plus compliqué d'avoir une discussion dépassionnée et tolérante sur le sujet de la migration... »

L'enquête se poursuit

La commission Intérieur doit déjà entendre le 29 janvier des représentants de l'Office des étrangers et de Myria, le Centre fédéral Migration. « Nous travaillons à une actualisation des chiffres des visas humanitaires, explique François De Smet, directeur de Myria. Les mondes politique et médiatique commencent seulement à s'intéresser aux visas humanitaires et à la manière dont ils fonctionnent. Si au bout du compte cela permet de clarifier le système des octrois pour le rendre moins arbi-

traire... »

La secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Maggie De Block (Open VLD) a relayé les premiers chiffres établis par l'Office des

étrangers avant le conseil des ministres ce vendredi. Environ 600 dossiers impliquant une personne intermédiaire dans l'attribution d'un visa humanitaire posent question. Dans 200 d'entre eux apparaît le nom du conseiller communal placé sous mandat d'arrêt jeudi pour trafic d'êtres humains, comme l'avait déjà dit la N-VA. « Mais on peut voir que plusieurs personnes, environ sept, ont également introduit ces dossiers par le cabinet, avance la ministre. Un autre intermédiaire identifié agissait depuis Alost. »

La ministre n'en dit pas plus, mais le quotidien flamand *De Morgen* avancé vendredi le nom de Kostantin Al Chammas, le porte-parole de la communauté syrienne et chrétienne d'Alost, également membre de la N-VA. Celui-ci se défend de tout trafic de visas, affirmant n'avoir jamais touché d'argent... tout en admettant avoir été informé du cas de Melikan Kucam dans les pages du journal flamand : « L'été dernier, des familles syriennes de Suède et des Pays-Bas m'ont téléphoné pour me dire que l'on pouvait acheter des visas avec lui. Je l'ai confronté lors d'une réunion, mais il a tout nié. »

L'enquête se poursuit au niveau judiciaire et au sein du cabinet de Maggie De Block. L'Office des étrangers doit désormais analyser chaque dossier, un à un. ■

MARIE THIEFFRY

VERBATIM**Francken « disposé à être entendu »**

L'ancien secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Theo Francken (N-VA), n'aurait « *en principe aucun problème à être complètement transparent* » sur le scandale des visas humanitaires, « *à la Chambre, également* ». C'est ce qu'il a dit sur le plateau de *VTM Nieuws*, vendredi soir. « *Ce n'est absolument pas démocratique, toutefois, que des parlementaires interrogent d'autres parlementaires* », a-t-il déclaré. Il y a également confirmé avoir entendu parler de Melikan Kucam pour la première fois en octobre dernier : « *Mais cela me semblait si improbable, c'était du "via via via." J'ai conseillé de se rendre à la police – je dis toujours cela lorsque j'entends des rumeurs, même si je ne les crois pas vraiment.* » En décembre, l'ex-secrétaire d'Etat aurait entendu de nouvelles rumeurs « *quelque chose de plus concret cette fois* ». La aussi, il aurait simplement conseillé à son interlocuteur de se rendre à la police.

M.T.H.